



*Comité économique et social européen  
Groupe des Employeurs*



Alianta Confederatiilor Patronale  
din Romania

## **Conclusions de la réunion extraordinaire du Groupe des Employeurs du CESE du 16 juin 2009**

### **Déclaration de Bucarest**

L'objectif de la réunion extraordinaire de Groupe des Employeurs du Comité économique et social européen, organisée conjointement avec nos partenaires et amis de l'Alliance des Confédérations des Employeurs Roumains (ACPR), est d'interpeller les décideurs européens quant à la nécessité d'accroître *et non de réduire comme certains le suggèrent déjà* les investissements dans l'Union européenne. Dans le contexte difficile de "l'après-élections européennes" que l'on connaît, l'enjeu d'une stratégie européenne audacieuse des investissements n'est pas seulement économique et financier mais aussi politique: l'enjeu est tout simplement de re-conquérir la confiance du citoyen européen.

Il faut du temps pour que les effets positifs se fassent ressentir sur les opérateurs économiques et citoyens européens, les entrepreneurs européens demandent donc que les mesures suivantes soient immédiatement mises en œuvre:

- Investir massivement dans la modernisation des infrastructures de transport, de communication, et de distribution d'énergie en ciblant les investissements sur les objectifs d'une économie sobre en carbone.
- Mettre en place des partenariats public-privé trans-européens visant à promouvoir la recherche, l'innovation et la reconversion, par exemple dans certaines filières économiques particulièrement touchées, à la fois constructeurs et sous-traitants, notamment les secteurs de la construction, de l'automobile, des produits chimiques, de l'acier.
- Investir intelligemment dans le domaine de la formation, la recherche et l'éducation, en visant une meilleure articulation entre le monde de l'entreprise et les systèmes d'éducation, de formation et de recherche.
- Simplifier et accélérer l'octroi des financements européens qu'ils relèvent des Fonds Structurels, de Cohésion, de la BEI ou du FEI. Les nouveaux Etats membres de l'Union ont besoin des 23 milliards d'euros que l'UE a décidé de leur attribuer pour financer la construction d'infrastructures clés pour ces pays

particulièrement frappés par la crise, dont certaines économies sont au bord du dépôt de bilan.

- Alléger les entraves administratives à l'activité des entreprises afin qu'elles se concentrent sur la création de richesses, d'emplois, l'innovation et la recherche; et restructurer l'administration publique afin d'accroître l'efficacité et de créer un milieu plus favorable aux entreprises.
- Le Groupe des Employeurs du Comité économique et social européen tient également à souligner que dans le contexte actuel d'une recrudescence des déficits publics, il est regrettable que les ressources européennes qui sont mobilisées pour les différents plans de relance ne puissent toujours pas être complétées par l'émission d'emprunts européens ou des fonds d'investissements sur le modèle des grands fonds souverains étrangers.
- Enfin, le Groupe des Employeurs demande une plus grande coopération entre les 27 en faveur de l'emploi, de la relance et des investissements pour l'éducation, l'innovation, les réseaux transeuropéens et les technologies propres.